

Microfinance au Togo
Hausse de 18,3%
de l'encours
des crédits

• (Page 03)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Bruxelles

750 milliards pour relancer une économie exsangue

L'Italie et l'Espagne, particulièrement touchés par la pandémie, sont les principaux... • (Page 08)

Coronavirus

Des compagnies aériennes sous perfusion

Après une chute du trafic de 90%, les vols reprennent peu à peu. Le secteur... • (Page 08)

CARBURANT

Nouvelle baisse de prix à la pompe

• (Page 03)



Environnement

Le Togo veut restaurer 35 000 hectares de forêt

Pour 2020, le Togo prévoit de restaurer 35 000 hectares de forêts. L'ambition, c'est de planter... • (Page 02)

Impact de COVID-9

Plus de 300 employés de l'Hôtel 2 février en chômage technique

La pandémie de coronavirus qui sévit actuellement dans le monde ne cesse d'impacter négativement... • (Page 04)

Nomination

Le Béninois Sahid Yallou à la tête d'Ecobank Sénégal

Ecobank Sénégal a un nouveau Directeur général. Il s'agit du banquier Béninois Sahid Yallou... • (Page 06)

Décès

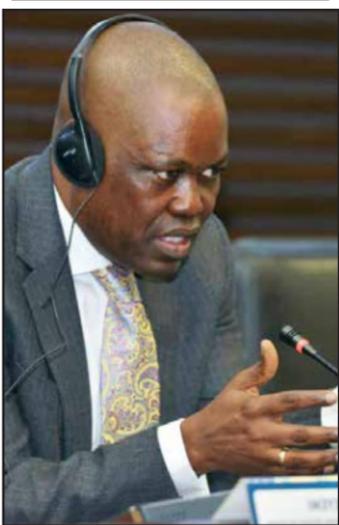
L'ancien Premier ministre Yawovi Agboyibo n'est plus

L'ancien Premier ministre et ex-Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme... • (Page 11)

Financement des MPME

• (Page 04)

AUDA-NEPAD et Ecobank dévoilent leurs stratégies



Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?

Message de prévention et de sensibilisation de :



A la propagation du coronavirus au TOGO

Environnement

Le Togo veut restaurer 35 000 hectares de forêt en 2020

Pour 2020, le Togo prévoit de restaurer 35 000 hectares de forêts. L'ambition, c'est de planter 10 000 ha, 5000 ha d'agro-forêts et 20 000 ha de forêts enrichies.



L'objectif a été rappelé la semaine dernière, par le ministre en charge de l'environnement, David Wonou Oladokoun, dans le cadre de la Journée nationale de l'arbre au Togo (célébrée ce lundi 1er juin 2020). Cette ambition est portée par le Projet de reboisement et de restauration des paysages forestiers dans toutes les préfectures du pays, en convergence d'autres projets structurants du domaine. Il s'agit notamment du Plan National de Développement (PND, 2018-2022), le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources Naturelles au Togo (CSIGERN, 2018-2022) ; la stratégie nationale de Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+)

; et le Programme national de reboisement (PNR, 2017-2021). Notons par ailleurs que la Campagne de reboisement 2020, dispose à ce jour de plus de 5,7 millions de plants, toutes essences confondues. On y compte notamment : 580 200 plants produits par les services étatiques, et 5 152 000 plants privés, destinés à la vente. En vue de soutenir la gestion durable de ses forêts, le Togo a mis en place le Plan national d'investissement forestier (PNIF), d'un coût de 101 millions \$. Le Plan court de 2018 à 2022, et se compose de trois axes : la gestion des aires protégées, la gestion des écosystèmes forestiers, et enfin la sensibilisation et mobilisation des ressources. La question de la mobilisation des fonds justement, pour mettre en oeuvre le PNIF, réunit dans un

atelier, qui s'est ouvert hier lundi 6 mai 2019 à Lomé, les partenaires techniques et financiers, acteurs du domaine forestier, représentants des administrations publiques, ainsi que le secteur privé au Togo. Le but étant d'explorer les opportunités de partenariat, cadres de coopération et mécanismes de financements qui pourront permettre de soutenir le Plan. Notons que ce plan découle du Programme de convergence des écosystèmes forestiers, des pays membres de la CE-DEAO, voté à Abidjan en 2019, et visant à coordonner la gestion des ressources forestières dans la sous-région. En rappel, selon la dernière étude réalisée pour le pays, le Togo a une couverture forestière de 24,24 %, son objectif est d'atteindre un taux de 30 %.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS ...

De bonne augure

À travers un communiqué lu à la télévision nationale (TVT) dans la soirée du samedi 30 mai 2020, les Togolais ont pris connaissance d'un nouvel horaire du couvre-feu. Désormais, le couvre-feu commence à partir de 22 heures et prend fin à 5 heures du matin. Cette décision, à en croire le gouvernement, a été prise au vu de la situation de stabilisation de la propagation du virus sur le territoire national. Les heures de travail restent inchangées selon le communiqué du gouvernement. Le 9 mai dernier, le couvre-feu qui était de 20 heures à 5 heures, était ramené de 21 heures à 5 heures du matin.

Cette dernière modification de la durée du couvre-feu est de bonne augure, annonciatrice de la reprise progressive de l'activité économique au Togo, pays qui est entrain de maîtriser la propagation de la COVID-19. Le mis de juin 2020 commence donc sous de bons auspices. Le tissu économique ne demande pas mieux pour reprendre son souffle entre temps étouffé par la pandémie liée au coronavirus. Alors que la pandémie du Coronavirus n'est pas encore entièrement éradiquée, dans nombre de pays dont le Togo, les autorités togolaises, de leur côté, peuvent se féliciter des résultats obtenus dans la lutte contre le virus, tout en restant éveillées.

L'on peut espérer dans les semaines à venir un assouplissement des mesures de restrictives liées à la COVID-19 au Togo. La reprise de l'activité économique devrait être progressive.

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a publié le 9 mai un rapport proposant aux pays africains diverses stratégies de sortie de crise liée à la maladie à coronavirus après l'imposition de mesures de confinement qui ont contribué à limiter la propagation du virus, mais qui ont eu des conséquences économiques dévastatrices. Au moins 42 pays africains ont appliqué des mesures de confinement partiel ou total dans leur quête pour enrayer la pandémie. La publication de ce rapport intervient deux jours après le web-débat entre experts, organisé jeudi à l'initiative de la CEA et durant lequel ces derniers ont appelé à des stratégies efficaces tant sur le plan social qu'économique pour favoriser la reprise.

La CEA estime qu'un confinement total d'un mois dans toute l'Afrique coûterait au continent environ 2,5 % de son PIB annuel, soit l'équivalent d'environ 65,7 milliards de dollars par mois. Ce chiffre est distinct et s'ajoute à l'impact externe, plus large, de la crise liée au Covid-19 sur l'Afrique, qui résulte de la baisse des prix des produits de base et des flux d'investissement. « La croissance sur le continent était prévue à un taux global de 3,2%. Aujourd'hui, dans les meilleurs de cas, ce taux descendra à 1,8% », prévoyait Vera Songwe, directrice exécutive de la CEA, lors du live organisé le 23 avril dernier par La Tribune Afrique, en partenariat avec l'agence 35°Nord.

● Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Carburant

Nouvelle baisse de prix à la pompe

Le gouvernement togolais à travers le Comité de Suivi des Fluctuations des prix des Produits Pétroliers (CSFPPP), a annoncé de nouvelles baisses des prix des produits pétroliers à la pompe.

● Bernard AFAWOUBO

Dans le cadre des mesures d'accompagnement prise par le gouvernement togolais en vue de permettre à la population de ne pas trop sentir les impacts de la crise sanitaire, une nouvelle baisse des prix des produits pétroliers vient d'être faite ce 30 mai 2020 à partir de zéro heure. Cette nouvelle baisse intervient quelques semaines après la première baisse des prix des produits pétroliers au Togo. Ceci témoigne l'engagement

des autorités du pays aux côtés des populations surtout les plus vulnérables. Ainsi le litre du pétrole lampant qui était précédemment vendu à 455 FCFA est désormais vendu à 375 FCFA, soit une baisse de 80 FCFA. Quand au mélange deux temps, il est désormais vendu à 532 FCFA au lieu de 611 FCFA par litre, soit une diminution de 79 FCFA. Pour ce qui en est du gas-oil, il est à 450 FCFA contre 537 FCFA par litre, soit une baisse de 87 FCFA. Une baisse considérable a été remarqué au niveau du super sans plomb

qui a subi une diminution de 83 FCFA, désormais il sera vendu à 425 FCFA au lieu de 508 FCFA par litre. Ceci constitue la deuxième baisse consécutive des prix sur les produits pétroliers en moins de deux mois. Une baisse

des coûts qui intervient dans le sillage de l'effondrement spectaculaire des cours internationaux du Baril, qui a eu lieu récemment, sur fond de fort ralentissement de l'économie globale, à cause du Coronavirus.

Les nouveaux tarifs (par litre) :

Super Sans Plomb : 425 FCFA
Pétrole lampant : 375 FCFA
Gas Oil : 450 FCFA
Mélange 2 Temps : 532 FCFA



Microfinance au Togo

Hausse de 18,3% de l'encours des crédits

La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) fait le point de la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'UMOA au titre du quatrième trimestre de l'année 2019. Il en ressort qu'au Togo, l'encours des crédits connaît une hausse de 18,3% au dernier trimestre 2019.

● Joël YANCLLO

Les informations sur les systèmes financiers décentralisés (SFD) se fondent sur l'analyse de l'évolution des indicateurs évalués à partir des données estimées. Au dernier trimestre 2019, l'encours des crédits des institutions de microfinance (SFD) a connu une hausse annuelle de 18,3% au Togo (par rapport à la même période en 2018), selon les dernières statistiques de la BCEAO. C'est la deuxième plus importante progression annuelle dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), juste derrière le Mali (+26,7%). Et devant la Côte d'Ivoire (+16,9%), le Sénégal (+5,0%), le Burkina (+4,6%) et le Niger (1,4%). En contraste, une contraction a été notée en Guinée-Bissau (-29,1%) et au Bénin (-2,6%). Cet encours a connu une progression de 10%, par rapport à son niveau à fin décembre 2018. Dans l'ensemble de l'UEMOA, le total se chiffre à 1 555,6 milliards FCFA. Dans le détail, la moitié des prêts

se compose de crédits à court terme. De leur côté, « les prêts à moyen et long terme représentent respectivement 31,3% et 18,6% sur la période sous revue », souligne ainsi la BCEAO. Et en termes de comparaison par genre, il ressort que les hommes ont bénéficié de 57,6% de ces facilités, contre 30,3% pour la clientèle féminine, et 15,6% pour les groupements. Le nombre de SFD dans l'UMOA est de 508 unités à fin décembre 2019. En outre, 14.554.167 de personnes ont bénéficié des services financiers fournis par les institutions de microfinance sur la période sous revue, à travers

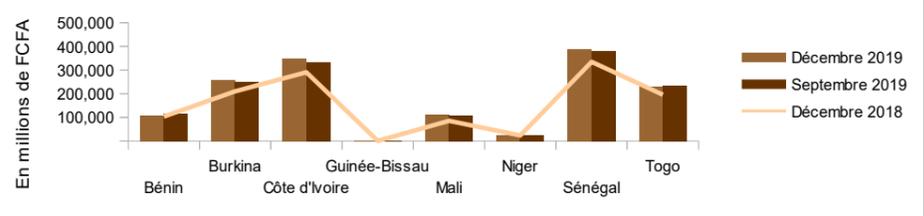
4.905 points de service répartis dans les États membres de l'Union. L'examen des indicateurs d'intermédiation des SFD de l'Union fait ressortir une évolution relativement favorable à l'inclusion financière, avec un taux brut de dégradation du portefeuille qui s'est inscrit en baisse, ressortant à 6,1% contre 7,1% à fin décembre 2018, pour une norme généralement admise de 3% dans le secteur. Sur la période sous revue, le montant des dépôts collectés s'est établi à 1.473,7 milliards de FCFA contre 1.243,2 milliards de FCFA une année plus tôt, soit une augmentation de 18,5%. Cette progression est

enregistrée au Mali (+31,0%), au Burkina (+22,9%), en Côte d'Ivoire (+19,8%), au Togo (+18,4%), au Sénégal (+16,5%), au Niger (+14,8%) et au Bénin (+5,1%). En revanche, un repli a été noté en Guinée-Bissau (-6,2%). Les dépôts à vue demeurent prépondérants avec une part

de 59,2%. Les dépôts à terme et les autres dépôts constituent respectivement 19,9% et 20,9%. En outre, l'épargne mobilisée par les SFD a été constituée à hauteur de 50,5% par les hommes, 26,5% par les femmes et 23,0% par les groupements. Le montant moyen de l'épargne par client

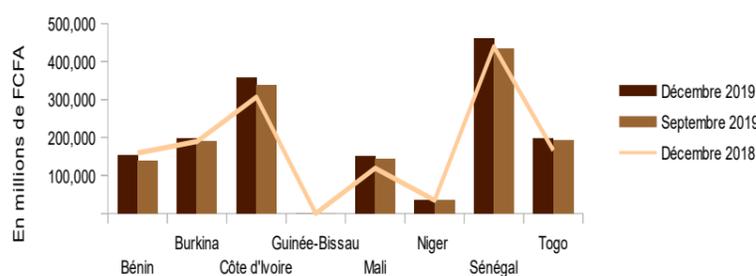
s'est fixé à 101.266 FCFA à fin décembre 2019 contre 89.442 FCFA au titre du quatrième trimestre de l'année 2018. Pour l'ensemble des SFD de l'UMOA, l'épargne recueillie représente 5,4% de la totalité des dépôts détenus par les établissements de crédit de l'Union.

Graphique 1 : Evolution de l'encours des dépôts par pays



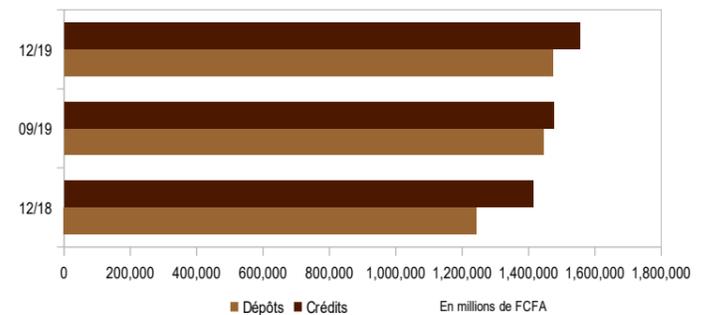
Source : BCEAO

Graphique 2 : Evolution de l'encours des crédits par pays



Source : BCEAO

Graphique 3 : Evolutions des dépôts et des crédits des SFD de l'UMOA



Source : BCEAO

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Impact de COVID-9

Plus de 300 employés de l'Hôtel 2 février en chômage technique

La pandémie de coronavirus qui sévit actuellement dans le monde ne cesse d'impacter négativement tous les secteurs d'activités, ainsi certaines sociétés se voient dans l'obligation de mettre en chômage technique leurs employés. C'est le cas de l'hôtel 2 février qui vient d'envoyer en chômage technique plus de 300 employés à partir du 1^{er} Juin 2020.

● Bernard AFAWOUBO

Depuis l'arrivée du premier cas de contamination de la maladie de la COVID-19, un ralentissement est observé dans tous les secteurs d'activités du pays. Le secteur le plus touché par cette pandémie demeure le secteur de l'hôtellerie, ce dernier ne reçoit plus de clients comme à l'ordinaire. Au Togo l'un des hôtels les plus prestigieux du pays s'est vu son chiffre d'affaire diminué. Pour sauvegarder les

postes et les rémunérations, la direction générale de l'hôtel 2 février à Lomé s'est dans un premier temps attelée à trouver un compromis avec les employés, ensuite elle a initié des pourparlers avec leurs partenaires financiers afin d'obtenir un accompagnement susceptible de compenser la perte de revenu liée à la crise sanitaire, lesquelles discussions sont soldées par l'échec. Se trouvant dans l'incapacité de faire face aux charges salariales, la direction générale se voit dans l'obligation de

mettre en chômage technique pour une durée d'un mois renouvelable l'ensemble du personnel. C'est ce que l'on peut retenir d'un communiqué en date du 29 mai dernier et signé par le Directeur Général de cet hôtel. D'après le communiqué certains employés seront en chômage technique total et d'autres en chômage technique partiel en vue d'assurer un service minimum. Les premiers responsables de cet hôtel ont prévu des indemnités à ce titre à savoir pour le personnel en chômage

technique total, 30% de salaire net pour le personnel percevant moins de 40 000 FCFA avec minimum de 35 000 FCFA, 25% du salaire pour les rémunérations de 40 000 FCFA et plus et 20% du salaire pour le personnel résident à l'hôtel. En ce qui concerne le personnel en chômage technique partiel, 50% de leur rémunération contractuelle. Par ailleurs, la direction tient à rassurer tout le personnel mis en chômage technique qu'ils seront rappelés dès que les activités reprendront.



Financement des MPME

AUDA-NEPAD et le Groupe Ecobank dévoilent leurs stratégies

L'AUDA-NEPAD (l'Agence de Développement de l'Union Africaine) et le Groupe Ecobank ont annoncé le 27 mai 2020, le démarrage de leur collaboration pour renforcer la réponse Africaine de soutien aux Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME).

● Joël YANGLLO

Des représentants de haut niveau de la Commission de l'Union Africaine, des banques régionales de développement, des institutions financières de développement, des organisations internationales et des banques commerciales du continent se sont réunis pour converger leurs efforts vers l'appui au segment MPME et la protection des moyens de subsistance de milliers d'Africains. Dans ce sens, un atelier virtuel organisé par McKinsey le 26 Mai 2020 a servi d'occasion pour les institutions nationales, régionales et continentales de réaffirmer leur engagement à travailler ensemble pour soutenir les MPME suite à l'irruption de la pandémie du COVID-19. Les MPME constituent une composante névralgique de l'économie Africaine qui contribuent pour près de 85% des emplois du secteur privé. Les emplois vulnérables en Afrique se concentrent dans 5 secteurs notamment le Commerce, l'Agriculture, la Fabrication, la Construction et l'Hôtellerie. En tout, 25 à 160 millions d'emplois en Afrique sont devenus vulnérables



● Ade Ayeyemi, Directeur général du Groupe Ecobank

rables en raison de l'impact du COVID-19. Cette situation offre l'occasion de conjuguer les efforts pour accroître les ressources disponibles aux MPME sur le continent. Ainsi, les leaders ont reconnu la nécessité de poursuivre les efforts actuels d'appui aux MPME et de consolider les ressources organisationnelles en vue d'apporter un appui à moyen et à long terme.

20 milliards de dollar EU pour aider à la revitalisation des MPME

Les gouvernements ont promis en moyenne 20 milliards de dollar EU pour aider à la revitalisation des MPME. Cependant, l'accès aux promesses actuelles sera probablement limité aux moyennes entreprises inscrites au registre du commerce en raison des critères instaurés par les gouvernements de même que l'appétence décroissante des banques commerciales à accorder des prêts aux petites entreprises. Les fonds d'appui alloués aux MPME sont insuffisants dans

la plupart des pays, entraînant de profonds déficits de financement au sein des micros et petites entreprises non enregistrées. Au regard de cette évaluation du déficit de financement, seuls 6 pays sur 20 ont pris des engagements suffisants pour couvrir les coûts du personnel des MPME. Ce sont l'Afrique du Sud, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Tchad et le Cap-Vert. Cet état de chose vient démontrer le caractère vital des partenariats à l'exemple de l'initiative copilotée par le Groupe Ecobank

et l'AUDA-NEPAD. Le Secrétaire Exécutif de l'AUDA-NEPAD, Dr. Ibrahim Assane Mayaki a souligné que la réussite de cette initiative dépendra du nombre de partenaires et de la qualité des partenariats. Il a félicité tous les participants pour leur intérêt manifeste et a invité leurs organisations respectives à adhérer à l'initiative en tant que partenaires pour l'accomplissement collectif de cette mission. Pour sa part, Ade Ayeyemi, Directeur Général du Groupe Ecobank a fait remarquer que cette initiative a pour objectif d'autonomiser les MPME et d'adoucir le redressement et la croissance des économies Africaines en tenant compte des données selon lesquelles beaucoup d'emplois seront perdus et beaucoup d'entreprises perdront en capacité. L'atelier a offert une plateforme aux partenaires de l'Afrique de l'Est, de l'Ouest, du Nord, Centrale et Australe d'identifier les domaines de priorité et de consolider notre approche collective pour la sauvegarde de ce secteur, en particulier le segment des micros entreprises. « Nous estimons qu'une approche multilatérale intégrant les organisations, le secteur privé et les gouvernements

sera bénéfique et impérative pour la mise en œuvre efficace des programmes d'aide aux MPME en Afrique ».

A propos de la plateforme

L'AUDA-NEPAD et le Groupe Ecobank travailleront avec les institutions et entreprises Africaines solidaires de leur vision pour utiliser la plateforme à des fins de suivi et de référence permettant ainsi aux membres et aux MPME de partager leurs expériences, meilleures pratiques, politiques nationales et difficultés et également de mettre à disposition les ressources nécessaires en vue d'appuyer les entreprises et économies Africaines à surmonter les difficultés engendrées par la pandémie. Cela permettra d'hierarchiser les actions de l'Agence à court, moyen et long terme à l'endroit des Etats Membres et des partenaires pour (i) atténuer l'impact économique du COVID-19, et(ii) bâtir sur les enseignements tirés du projet 100.000 PME ainsi que les diverses initiatives nationales, régionales et continentales pour rehausser le niveau de résilience des économies Africaines face à la pandémie.

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

AVIS D'APPEL D'OFFRES DE RELANCE
N° 10/2020/AO/COM/UEMOA + 7

Date de Publication de l'avis : 12 mai 2020

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet l'acquisition de matériel roulant au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'appel d'offres en vue de l'acquisition de matériel roulant au profit de la Commission de l'UEMOA.

Le matériel est constitué comme suit :

N°	Désignation	Quantité
Lot unique	Véhicule de type berline	02

3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour l'acquisition de matériel roulant au profit de la Commission de l'UEMOA.
4. Le délai d'exécution du marché est de quarante-cinq (45) jours.
5. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :
 - un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
 - une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres;
 - une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres;
 - une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité conduit à l'élimination de l'offre du soumissionnaire.

6. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, de la Documentation et des Archives (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 16 juin 2020 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
9. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers

Personnes à contacter:

- **M. Brice SIB** - Email : bsib@uemoa.int, Tél. : 25 32 86 73/ poste 86 40
- **Monsieur Yao Bonfils KOKO** - Tél : + 226 25 31 88 73 à 76 poste 88 91
Email : bykoko@uemoa.int

10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,


Adamou SOULEY



Nomination

Le Béninois Sahid Yallou à la tête d'Ecobank Sénégal

Ecobank Sénégal a un nouveau Directeur général. Il s'agit du banquier Béninois Sahid Yallou, précédemment Directeur des grandes entreprises d'Ecobank Bénin.

• Joël YANCLO

La sénégalaise THIAM Nafissatou Touré qui assurait par intérim, le poste de Directrice Générale d'Ecobank Sénégal, après le départ de l'Ivoirien Serge ACKRÉ, ne sera pas confirmée aux fonctions de patronne de l'institution financière, informe Confidential Afrique qui révèle que les dirigeants du groupe bancaire panafricain Ecobank ont décidé de jeter leur dévolu sur le banquier Béninois Sahid Yallou. Ce dernier officiait jusqu'avant sa nomination comme Directeur des Grandes entreprises d'Ecobank Bénin. A en croire les informations exclusives parvenues à Confidential Afrique, en dépit d'intenses



manceuvres pour confirmer aux fonctions de Dg d'Ecobank Sénégal, la sénégalaise THIAM Nafissatou Touré, les nigériens ont préféré choisir le banquier béninois Sahid Yallou pour diriger la filiale sénégalaise. Pourtant, com-

ment une source crédible, à Confidential Afrique, THIAM Nafissatou Touré avait bel et bien le profil de l'emploi pour diriger la banque. Le béninois Sahid Yallou a déjà posé ses valises sur la place financière dakaraise.

Côte d'Ivoire

Le pétrole et le gaz rapportent 117,2 milliards Fcfa à l'Etat en 2019

Au cours du conseil des ministres qui s'est tenu le mercredi 27 mai 2020, au palais de la présidence de la république, le ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables, Abdourahmane Cissé, a fait le point des flux physiques et financiers du secteur énergie au 31 décembre 2019. Il a fait une communication, en liaison avec le ministère de l'Economie et des Finances et le ministère auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat.

Le communiqué final du conseil des ministres, lu par le ministre de la Communication et des Médias, Sidi Tiémoko Touré, indique que pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, les productions de pétrole brut et de gaz s'établissent respectivement à 13 194 133 barils et 73 790 603 MMBTU, correspondant à un débit journalier de 36 148 barils de pétrole brut et de 202 166 MMBTU de gaz naturel. Elles enregistrent une hausse de 11,96% et 6,80% par rapport aux résultats obtenus en 2018, respectivement du fait de la mise en production de nouveaux puits forés pendant la phase 4 de dé-



veloppement (2018-2019) du gisement Baobab et de l'amélioration de la production sur le bloc CI-11 suite aux travaux effectués sur les puits. La valorisation de la part Etat de pétrole brut et de gaz naturel est de 200,111 millions US Dollars, soit environ 117,211 milliards Fcfa, en hausse de 1,45% par rapport aux performances de 2018 et de 12,99% par rapport aux prévisions de revenus. Ces hausses s'expliquent par les effets conjugués de l'augmentation de la production sur les blocs CI-11, CI-27 et CI-40. Au niveau des produits pétroliers, la production totale, importations de bases incluses, est de 3 770 298 TM, soit une hausse de 15,74% comparée à fin décembre 2018. Les ventes totales réalisées par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) enregistrent une progression en volume de 13,5% et en valeur de 7,8% due essentiellement à la

croissance du marché Terre. En 2019, les droits émis sur les produits pétroliers sont de 372,444 milliards Fcfa contre 295,134 milliards Fcfa à la même période en 2018, soit une hausse de 26,2% due à la taxation. Relativement à l'électricité, la production totale brute en 2019, qui s'élève à 10 613,13 GWh dont 67,2% issue du thermique et 32,8% de l'hydraulique, enregistre une hausse de 6,16% par rapport à son niveau de 2018. La production d'électricité de source thermique a nécessité l'achat de combustibles évalué à 199,054 milliards Fcfa dont 196,137 milliards FCFA de gaz naturel. En 2019, pour le secteur de l'électricité, il ressort un solde positif de 9,223 milliards Fcfa pour des recettes de 643,906 milliards Fcfa contre des dépenses de 634,683 milliards Fcfa.

minutes-eco.com

COVID-19

La BAD approuve un appui budgétaire d'urgence au Sénégal

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé vendredi 29 mai 2020, un prêt de 88 millions d'euros au Sénégal, durement touché par la nouvelle pandémie de coronavirus, à l'appui des coûts de son programme national de résilience économique et sociale COVID-19.



• Nicole ESSO

Le financement, qui s'inscrit dans le cadre du mécanisme de réponse rapide COVID-19 de la Banque, fournira à la nation un programme d'appui budgétaire d'urgence (PUARC) visant à faire face aux impacts sanitaires, sociaux et économiques de la crise. L'opération visera des mesures de soutien apportant une aide aux ménages les plus vulnérables, tout en préservant les emplois et en permettant aux entreprises de reprendre rapidement. L'opération contribuera à renforcer le plan d'action en cas d'urgence sanitaire en soutenant la prise en charge des patients et les établissements de soins avec la

construction de trois nouveaux centres de traitement des épidémies (ETC), la modernisation de 7 autres, ainsi que l'amélioration des capacités des unités de soins intensifs. soutiendra également la distribution de kits alimentaires et le paiement des factures d'électricité et d'eau pour les ménages vulnérables. Ces mesures d'urgence devraient permettre aux ménages ruraux et urbains de compenser la perte de revenus causée par la pandémie et de dynamiser les mesures existantes, telles que les transferts en espèces pour les plus pauvres. L'opération soutiendra également l'adoption de mesures pour protéger les travailleurs contre le licenciement et chômage

technique pendant la pandémie, garantissant aux travailleurs un salaire minimum garanti. « Le Sénégal est l'un des premiers pays d'Afrique subsaharienne à faire face à la pandémie. Je félicite le gouvernement pour les efforts importants déployés et pour les mesures audacieuses prises à un stade très précoce, qui ont contribué à contrôler la propagation du virus et son impact social et économique », a déclaré Marie-Laure Akin-Olugbade, directrice générale de la Banque pour la région Afrique de l'Ouest. dit suite à l'approbation. La pandémie de COVID-19 a déjà un impact significatif sur l'économie sénégalaise, à travers la détérioration rapide des conditions écono-

miques mondiales et la propagation de la maladie. Les projections de croissance du PIB réel ont été révisées à la baisse de 6,8% à moins de 3% pour 2020, en raison d'un ralentissement dans le secteur tertiaire, en particulier dans les secteurs du tourisme et des transports. Au niveau national, des mesures de fermeture des frontières, un couvre-feu et une distanciation sociale ont accentué l'impact de la pandémie sur certains secteurs et entraîné la cessation d'activités dans d'autres. Des secteurs tels que le tourisme, le transport terrestre et aérien, le commerce ((y compris les jeunes et les femmes impliqués dans le secteur informel et le commerce transfrontalier) et l'éducation sont donc directement touchés par la crise. «L'opération approuvée aujourd'hui par notre conseil d'administration, permettra au pays de créer l'espace budgétaire nécessaire pour faire face à la situation d'urgence, tout en préservant le cadre macroéconomique et la croissance, pour soutenir les PME et pour aider les populations vulnérables les plus touchées par la crise», Akin -Olugbade a ajouté. Au 29 mai, le pays avait enregistré 3 429 cas de coronavirus, avec 41 décès.

Mali

Le français Egis reprend l'Aéroport Modibo Kéita en concession

La mise en concession des Aéroports du Mali défraie la chronique depuis la publication sur les réseaux sociaux d'un avis de réunion signé par le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, Bengaly N'Ko Traoré, invitant les représentants de certaines structures à y participer.

Selon le journal Aujourd'hui-Mali, «il s'agissait d'examiner l'ouverture des offres financières des soumissionnaires dans le cadre de la mise en concession de l'Aéroport international Président Modibo Kéita». Cette réunion a eu lieu entre les membres du ministère de l'Economie et des Finances dont les représentants de la Direction générale des marchés publics (Dgmp), de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac), des Aéroports du Mali, de la Délégation de l'Asecna, de la Direction des finances et du matériel du ministère de l'Economie et des Finances ainsi que du représentant

du ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine. Selon des sources généralement bien informées, le Groupe Egis serait en bonne position pour être le futur concessionnaire des Aéroports du Mali. Cette entreprise française aura pour mission de faire de l'Aéroport Modibo Kéita une plateforme moderne de niveau international. Selon une source proche du dossier, «il ne s'agit pas d'une vente mais d'une mise en concession comme cela se fait habituellement. L'entreprise Egis est actionnaire et partenaire stratégique en exploitation et management d'un réseau de 17 aéroports dans 8 pays.

financiafrik.com

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

Variation Jour ↑ 0,94 %

Variation annuelle ↓ -13,98 % N° 103

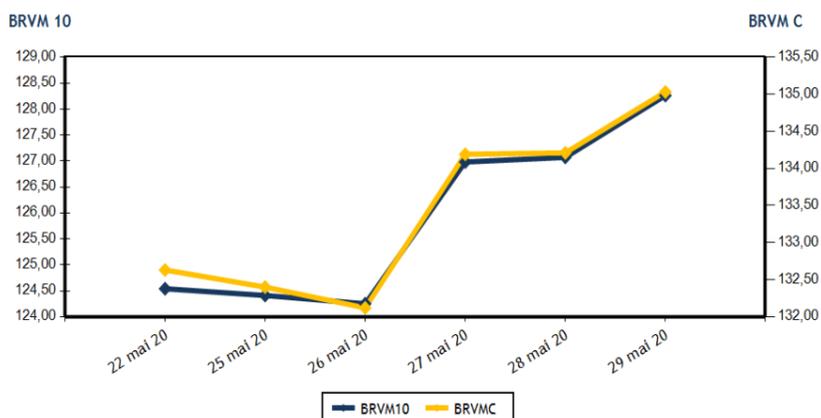
vendredi 29 mai 2020

Site : www.brvm.org

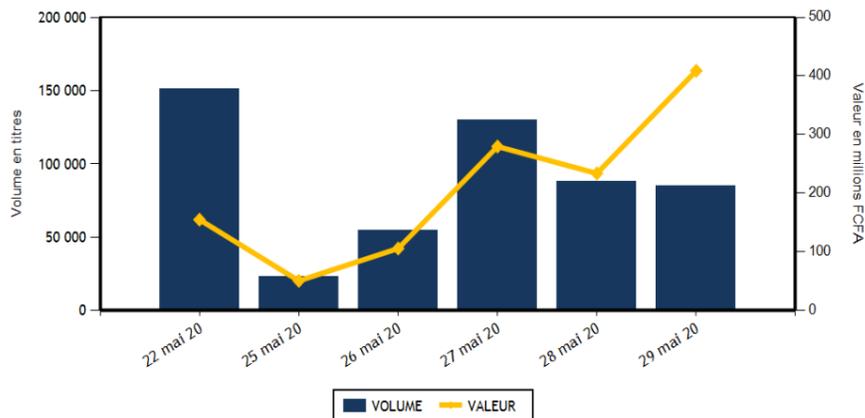
Variation Jour ↑ 0,61 %

Variation annuelle ↓ -15,20 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 057 147 632 316	0,61 %
Volume échangé (Actions & Droits)	83 958	-4,46 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	399 811 128	71,36 %
Nombre de titres transigés	31	-8,82 %
Nombre de titres en hausse	14	40,00 %
Nombre de titres en baisse	8	-27,27 %
Nombre de titres inchangés	9	-30,77 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 045 995 398 133	0,24 %
Volume échangé	897	3 103,57 %
Valeur transigée (FCFA)	8 969 300	3 109,51 %
Nombre de titres transigés	7	133,33 %
Nombre de titres en hausse	6	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	550	6,80 %	-9,09 %
NESTLE CI (NTLC)	345	6,15 %	-12,66 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	410	5,13 %	-5,75 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	210	5,00 %	13,51 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 140	4,59 %	-33,91 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	1 695	-3,14 %	-34,30 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 900	-1,89 %	-7,14 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 520	-1,30 %	-1,62 %
SMB CI (SMBC)	2 550	-1,16 %	2,00 %
SICABLE CI (CABC)	895	-1,10 %	42,06 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	33,23	0,64 %	-11,76 %	4 571	3 848 710	61,14
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	414,55	1,29 %	-16,32 %	27 704	346 008 165	8,52
BRVM - FINANCES	15	52,49	-0,21 %	-13,94 %	29 828	36 340 298	5,29
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	2,86 %	-6,51 %	7	9 800	8,12
BRVM - AGRICULTURE	5	64,15	-0,51 %	-25,30 %	1 633	1 047 875	6,21
BRVM - DISTRIBUTION	7	211,57	1,46 %	-16,46 %	20 215	12 556 280	9,91
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	302,30	0,00 %	0,00 %	0	0	3,80
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,43	
Taux de rendement moyen du marché	10,04	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,47	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	66	
Volume moyen annuel par séance	2 939,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	3 997 302,87	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,74	
Ratio moyen de satisfaction	33,41	
Ratio moyen de tendance	893,39	
Ratio moyen de couverture	11,19	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-0,79	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
Tél. : (229) 21 31 21 25
Fax : (229) 21 31 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
de Ouagadougou
01 BP 602 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 87 73
Fax : (226) 25 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77



GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Penseu Nalana
CP 88 Bissau
Tél. : (244) 320 18 02 Fax : (244) 320 18 02



MALI
Innocent SONAYE, ACI 2000 Hamdallaye
B.P. E 1360 - Bamako
Tél. : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la concertation
BP 13 259 Niamey
Tél. : (227) 20 73 88 82
Fax : (227) 20 73 88 47



SENEGAL
7, rue Jean Morisson
BP : 6056, Dakar - Plateau
Tél. : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble SSI Togo
BP : 2062 Lomé
Tél. : (228) 22 81 22 16
Fax : (228) 22 36 23 41

Bruxelles

750 milliards pour relancer une économie exsangue

L'Italie et l'Espagne, particulièrement touchés par la pandémie, sont les principaux bénéficiaires de ce plan de relance dévoilé mercredi.

Avec un fonds de relance de 750 milliards d'euros pour soutenir l'économie européenne mise à mal par le coronavirus, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen dévoile mercredi un plan d'aide exceptionnelle, très attendu par les Etats éprouvés par la crise. L'Italie et l'Espagne, particulièrement touchés par la pandémie, sont les principaux bénéficiaires de ce plan de relance, ont indiqué des sources européennes à l'AFP. Sur un total de près de 750 milliards d'euros de subventions et prêts combinés, l'Italie devrait récupérer 172,754 milliards d'euros, l'Espagne 140,446 milliards d'euros. La France ne toucherait que 38,772 milliards d'euros.

À long terme

Le plan de relance repose sur un projet révisé du budget à long terme de l'UE, auquel est adossé un nouveau fonds de relance qui serait alimenté par des emprunts à grande échelle de la Commission au nom de l'UE, d'une ampleur sans précédent. La Commission a proposé un fonds d'un montant de



750 milliards d'euros, selon le commissaire européen à l'Économie, l'Italien Paolo Gentiloni. Sur cette somme, 500 milliards seraient redistribués sous forme de subventions – un montant préconisé dans le projet franco-allemand présenté la semaine passée – et le reste en prêts aux Etats membres, selon des sources européennes concordantes. Si elle est acceptée, cette proposition serait le plus gros plan de relance jamais lancé par l'UE. «Nous voyons potentiellement un changement radical dans la politique macroéconomique européenne (...) Cela crée un précédent important», a commenté mercredi

Philippe Lambers, co-président du groupe des Verts au Parlement européen, dans l'attente de la présentation de Mme von der Leyen.

Changement de doctrine

La semaine passée, l'Allemagne avait surpris en annonçant, avec la France, un changement radical de doctrine: dans une proposition commune, Paris et Berlin soutenaient un plan de 500 milliards d'euros, via un mécanisme de mutualisation de la dette européenne, une option à laquelle Berlin était jusqu'à présent hostile. Mais obtenir l'unanimité des Etats membres,

requis sur le budget, sera un exercice difficile. Déjà avant la pandémie, les 27 avaient échoué en février à se mettre d'accord sur un budget de l'ordre de 1000 milliards d'euros pour la période 2021-2027. La tempête économique n'a pas resserré les rangs entre pays du Nord et pays du Sud, les plus éprouvés par la crise sanitaire.

Ligne de fracture

Les différents camps se sont regroupés autour d'une nouvelle ligne de fracture: ceux, plus rigoristes (Pays-Bas, Autriche, Danemark et Suède), qui veulent un soutien uniquement

via des prêts, qui devront donc être remboursés, et ceux qui ne veulent que des subventions. Le projet d'Ursula von der Leyen sera un panachage entre les deux options, et en cela «ne sera pas un copier-coller» de la proposition franco-allemande avancée la semaine passée par Angela Merkel et Emmanuel Macron, a assuré une source européenne. La somme allouée au fonds de relance ainsi que les conditions pour en bénéficier restent à finaliser et dépend de la capacité d'emprunt de Bruxelles. Ursula von der Leyen veut l'accroître en relevant les recettes théoriquement disponibles dans le budget – des sommes que l'UE peut légalement exiger des Etats membres – à 2% du Revenu National Brut (RNB) de l'UE, contre 1,2% actuellement, selon une source à la Commission.

Un accord au sommet en juin?

A la veille de la présentation, un des vice-présidents de la Commission Maros Sefcovic a appelé à un accord politique rapide, lors du prochain sommet européen prévu le 18 juin. Par ailleurs, le nouveau bud-

get n'entrera en vigueur qu'en 2021, il faudra donc trouver une solution pour disposer de financements dès l'automne pour soutenir les économies menacées de récession. Le prochain budget de relance devra aussi répondre aux engagements politiques de la Commission qui a placé le numérique et la transition énergétique au cœur de la croissance du Vieux Continent. Sans oublier de développer «l'autonomie stratégique» de l'UE, afin qu'elle soit plus résistante aux crises et moins dépendante de l'extérieur, notamment de la Chine. L'instrument de relance et le budget viendraient s'ajouter aux 240 milliards d'euros de prêts du Mécanisme européen de stabilité (MES, fonds de secours de la zone euro), aux 200 milliards de fonds de garantie pour les entreprises et aux 100 milliards de l'instrument SURE créé pour soutenir le chômage partiel. La Commission a par ailleurs validé 2130 milliards d'aides d'Etat depuis le début de la crise, dont près de la moitié débloquée par le gouvernement allemand pour soutenir ses entreprises.

Lematin.ch

Coronavirus

Des compagnies aériennes sous perfusion

Après une chute du trafic de 90%, les vols reprennent peu à peu. Le secteur, qui survit grâce aux aides massives des Etats, a lancé les grandes manœuvres.

Le mouvement de déconfinement dans le monde et la réouverture progressive des frontières vont-ils permettre aux compagnies aériennes de redécoller rapidement? Pas sûr. Le trafic a chuté de 90% depuis la crise du Covid-19 et, si les statistiques révèlent une légère hausse des réservations, «la reprise sera graduelle, prévient Olivier Fainsilber du cabinet Oliver Wyman. La véritable relance ne se fera qu'avec la levée des restrictions internationales». Fin avril, le PDG de Boeing, David Calhoun a refroidi les optimistes, en prédisant que le trafic aérien mondial s'approcherait peut-être des 50% (du niveau pré-covid) fin 2020. Cette année, 1,2 milliard de passagers manqueront à l'appel, après les 4,5 milliards transportés en 2019.

Redémarrage en trois étapes

Pour l'Association internationale du transport aérien (Iata), le redémarrage s'annonce en trois phases: d'abord les marchés domestiques en juin, les marchés continentaux en juillet, dont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique et, au quatrième trimestre, les liaisons intercontinentales. «Le trafic ne reviendra sans doute pas à la normale avant 2023, mais les gens ont envie de voyager, assure son directeur général, Alexandre de Juniac. Nos enquêtes sur les passagers montrent

que l'appétit est là!» 60% des personnes pourraient recommencer à voyager un à deux mois après l'endiguement de la pandémie, mais 40% attendront encore six mois. Pour les rassurer, Iata privilégie le port du masque obligatoire, le contrôle des températures et une déclaration sanitaire pour chaque passager, mais exclut de neutraliser le siège du milieu dans les appareils. «Cela ferait perdre trop d'argent à chaque vol ou obligerait les compagnies à augmenter les prix d'au moins 50%!», met en garde Alexandre de Juniac, qui regrette la décision de la Commission européenne en faveur du remboursement obligatoire des vols annulés. Soit 9,2 milliards d'euros à déboursier rien qu'au niveau européen. Quant aux classes business, fondamentales pour la rentabilité des lignes, elles risquent d'être vides encore longtemps car les entreprises vont devoir serrer les coûts, notamment en limitant les déplacements de leurs collaborateurs. «La clientèle loisirs risque aussi de voir son pouvoir d'achat nettement réduit», pointe Didier Bréchemier, du cabinet Roland Berger. Doit-on donc s'attendre à des faillites en chaîne? La décision du milliardaire Warren Buffett de liquider la totalité de ses participations dans American Airlines, Delta, United et Southwest Airlines a jeté un froid. L'hécatombe ne semble cependant pas pour tout de suite, même si certaines compa-

gnies régionales, déjà en difficulté, comme Flybe au Royaume-Uni ou Virgin Australia, sont les premières victimes du Covid-19. «Les plans d'aide des Etats vont permettre aux grandes compagnies traditionnelles de passer la crise, la consolidation viendra plus tard», veut croire Olivier Fainsilber. Les montants alloués aux Etats-Unis mais également en Europe pour soutenir les flagships nationaux sont massifs: plus de 58 milliards outre-Atlantique dont 25 milliards d'aides directes. Sur le Vieux Continent, Alitalia et Norwegian, au bord de la faillite avant la crise, ont été renflouées par le gouvernement de leur pays respectif. Air France a obtenu un plan d'aide de 7 milliards d'euros (4 milliards de prêts garantis par l'Etat et 3 milliards de prêts d'Etat). En Allemagne, les discussions sont en cours pour décrocher près de 9 milliards. Ces aides ne sont pas sans contreparties pour les compagnies qui sont priées d'accélérer leur stratégie en faveur de l'environnement mais aussi de renforcer leur compétitivité. «Les plus agiles, aussi bien sur le plan financier qu'opérationnel, pourront tirer leur épingle du jeu», prévient Philippe Berland, du cabinet Sia Partners.

Menaces sur l'emploi

Les grandes manœuvres ont déjà commencé: l'allemande Lufthansa

va ainsi retirer plus tôt que prévu de sa flotte les appareils les plus anciens, moins respectueux de l'écologie. Elle va aussi doubler le rythme de réduction de ses coûts unitaires, passant de 2 à 4% par an. «Lufthansa sera une Lufthansa différente et plus petite», a prévenu son PDG, Carsten Spohr, alors que le groupe fait face selon lui à un sureffectif de 10.000 personnes. Le mieux armé financièrement, le groupe IAG (British Airways, Iberia, Vueling) a également fait ses comptes et annoncé qu'il allait devoir se séparer de 12.000 collaborateurs. Air France, qui avait déjà entamé un plan de restructuration avant la crise, n'y coupera pas non plus. Son directeur général, Benjamin Smith, veut accélérer dans au moins deux domaines: «La rationalisation du réseau domestique, qui a généré 200 millions de pertes l'an dernier, et la restructuration des fonctions support opérationnelles.» Sur le plan de l'emploi, cela pourrait se traduire par un programme de départs volontaires bien supérieur aux 1.500 déjà dans les soutes. Lors de sa présentation du plan d'aide qualifié d'historique pour sauver Air France, le ministre Bruno Le Maire avait insisté sur le fait que «des mesures avaient été prises pour sauver les 350.000 emplois directs et indirects qui vont avec». Pas sûr que ce soit le cas finalement.

Challenges.fr

Pannes en série

Swisscom va être auditionné

La quatrième panne en cinq mois aura des suites politiques pour Swisscom, dont la direction va être convoquée devant une commission.



Solutions attendues

La commission des transports et des télécommunications a décidé mardi de convoquer à sa prochaine séance en juin la direction de Swisscom, a indiqué Jon Pult (PS/GR), vice-président de la commission interviewé mercredi matin par la radio SRF. «Nous attendons d'elle des explications et de la transparence sur la série de pannes ces derniers mois.» Diverses causes ont été évoquées pour expliquer les pannes du début de l'année: défaillance technique une fois, erreur humaine une autre. La panne de mardi n'avait pas encore d'explication. D'ici la fin juin, il s'agit de savoir s'il y a un lien entre ces défaillances et s'il y a un problème structurel au sein de Swisscom, a déclaré Jon Pult.

Pour le député, l'opérateur doit offrir un réseau stable et sûr pour garantir la sécurité mais aussi pour l'économie et la société. La commission attend de la direction générale une solution pour remédier à ces pannes à répétition sur le réseau. Il n'y a plus de temps à perdre, selon Jon Pult. «Ces pannes ont sapé la confiance en Swisscom au cours des derniers mois», souligne le conseiller national. Il faut que cela fonctionne, ajoutait-il. La Confédération détient 51% du géant bleu. Mardi, le réseau mobile et fixe a été perturbé pendant des heures. Les numéros d'urgence n'ont cependant pas été touchés cette fois.

(ATS/Le Matin)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Session du Comité des forêts de la FAO et Semaine mondiale des forêts	22 au 26 juin 2020	Rome (Italie)	Néant
14e réunion annuelle de la Revue économique portugaise 2020	3 juil. Au 5 juil	Porto, Portugal	Néant
Conférence EcoMod (Modélisation et science des données)	8 au 10 juillet 2020	Milan, Italie	Theresa.Leary@EcoMod.Net
Deuxième édition de la foire du Made in Côte d'Ivoire	22 au 26 juillet 2020	Abidjan Côte d'Ivoire	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant

HOROSCOPE finance

Bélier : Pas d'investissements massifs en ce moment, sauf si vous êtes prêt à n'avoir qu'une chance sur deux de gagner. Consultez des personnes compétentes. Il serait opportun de vous serrer la ceinture.

Taureau : Privé de l'appui de Jupiter, vous ne pourrez guère compter, comme dernièrement, sur d'appréciables petits coups de chance. Il faudra par conséquent faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Evitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

Gémeaux : Uranus en cet aspect risque de provoquer des contretemps imprévus sur le plan financier. Comme toujours lorsque Uranus est en jeu, il est difficile de prévoir ce qui peut se passer, car cette planète est le maître des surprises et des imprévus. Un seul conseil : restez attentif et prêt à réagir sans attendre au moindre événement perturbant.

Cancer : Une journée sans difficultés majeures sur le front financier. Certes, cet aspect de Saturne ne vous promet pas le Pérou, mais il ne déstabilisera pas non plus votre équilibre budgétaire. Ne faites pas de folies, et tout devrait bien aller.

Lion : En raison de cet environnement astral, veillez à ne pas dépasser votre budget si vos revenus sont modestes, autrement vous auriez ensuite du mal à retrouver l'équilibre. Si vous disposez d'un petit capital ou si vous maniez des fonds, attention, ne prenez aucune décision risquée concernant un placement ou un investissement : le climat de la journée étant instable, ne jouez pas avec le feu.

Vierge : Vous aurez l'opportunité d'améliorer votre situation financière. Ce sera le moment de revoir vos placements ou d'envisager de nouveaux investissements. Ne signez rien à la légère.

Balance : Prudence, prudence sur le plan financier ! Limitez vos dépenses, et évitez toute décision importante concernant un achat ou un placement par exemple. Mauvaise journée pour régler un problème de succession.

Scorpion : Bien que la sécurité matérielle fasse toujours partie de vos priorités, vous risquez de vous intéresser d'un peu moins près que dernièrement à l'état de vos finances. Et surtout, n'étant plus soumis à l'influence rigoureuse et raisonnable de Saturne, vous pourriez vous permettre quelques dérapages plus ou moins contrôlés, qui auront de fâcheux effets sur l'équilibre de votre budget. C'est pourquoi vous devrez vous surveiller de très près.

Sagittaire : Avec Uranus en cet aspect, vous aurez tout intérêt à vous montrer extrêmement prudent sur le plan financier. Votre situation ne semble pas menacée, excepté si vous vous acharnez à la déséquilibrer. Ce sont en effet vos décisions qui risquent de se révéler inadaptées ou trop hâtives.

Capricorne : Cet aspect de Pluton vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs. Le plus sage serait de procéder à faire des coupes sombres dans vos dépenses envisagées et à essayer de gagner un peu plus d'argent en exploitant vos dons spécifiques.

Verseau : La planète de la «baraka», Jupiter, pourra vous valoir un bon coup de chance sur le plan financier. Tenez-vous prêt pour sauter sur l'occasion. Vous aurez aussi sans doute la possibilité de faire de bonnes affaires.

Poissons : Cet aspect conflictuel de Pluton pourrait vous jouer des tours, notamment en vous donnant envie de vous livrer à des dépenses excessives pour vos enfants ou pour l'objet de votre flamme. Prenez garde !

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Eyram AKAKPO
Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press
Tirage: 5000



CORONAVIRUS (COVID-19)

Mesures de prévention



Éviter les contacts étroits des personnes qui présentent des « signes respiratoires tels que toux ou éternuements »



Se laver fréquemment les mains



Couvrir votre bouche et votre nez lors des éternuements



Éviter de vous toucher les yeux, le nez et la bouche



Éviter les situations de grand rassemblement dans une atmosphère confinée (concert, spectacle, etc.)



Restez chez vous, pratiquez une hygiène respiratoire et des mains en cas de signes respiratoires légers



Si vous avez de la fièvre, de la toux et de l'essoufflement, appelez votre médecin qui vous indiquera la conduite à tenir



Sauf nécessité absolue, éviter tout voyage en zone de Covid-19 déclarée



Associer le port des masques à un lavage fréquent des mains avec de l'eau et du savon ou avec une solution hydro-alcoolique



Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages



Toute personne récemment revenue d'un voyage dans un pays à risque et présentant l'un des signes de la maladie, doit appeler le numéro vert du Ministère de la santé suivant :

22 22 20 73 / 91 67 42 42

Comité d'Hygiène,
Santé et Sécurité au travail (CHSST) / BOAD

Décès

L'ancien Premier ministre Yawovi Agboyibo n'est plus

L'ancien Premier ministre et ex-Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), Yawovi Agboyibo est décédé ce samedi 30 mai 2020 en France.

● Nicole ESSO

Feu Yawovi Agboyibo est né le 31 décembre 1943 à Kouvé dans la préfecture de Yoto. Avocat de formation et militant des droits de l'homme, il est à l'origine de la création de la Commission nationale des droits de l'homme, fondée en 1987 et dont il est le premier président (1987-1990). Il est le fondateur du Comité d'action pour le renouveau (CAR) en 1991 et dirige le parti de 1991 à 2008. En 1991, il obtient une amnistie générale des opposants exilés ainsi qu'une charte introduisant le multipartisme. En 1993, pour protester contre l'invalidation de la candidature

de l'opposant radical Gilchrist Olympio à l'élection présidentielle, Agboyibo et le CAR décident de boycotter le scrutin. En 1994, le CAR obtient 36 sièges sur 81 au Parlement. Le poste de premier ministre revient cependant à Edem Kodjo dont le parti a obtenu 7 sièges, qui renverse son alliance avec le CAR en faveur du Rassemblement du peuple togolais (RPT, l'ancien parti unique qui a obtenu 35 sièges), ce qui lui permet de former une nouvelle majorité. En septembre 2006, Agboyibo succède à Edem Kodjo au poste de premier ministre. En 2008, Agboyibo quitte la présidence du CAR et laisse la place à Dodji Apevon. Agboyi-

bo devient président d'honneur du parti. Agboyibo est encore candidat à l'élection présidentielle de 2010 mais arrive loin en troisième position avec 2,96 % des voix derrière Faure Eyadéma, fils du dictateur précédent, et Jean-Pierre Fabre, le candidat de l'opposition radicale. Le CAR connaît une crise en 2016, laquelle aboutit au départ d'une partie de sa direction (la moitié des cadres), menée par Apevon, qui fonde un nouveau parti, les Forces démocratiques pour la République (FDR). Agboyibo redevient président du CAR en janvier 2017. Il décède en France le 30 mai 2020 à l'âge de 76 ans, des suites d'une courte maladie.



Enseignement au Togo

Le gouvernement veut acter la revalorisation des salaires

Le gouvernement togolais entend améliorer les conditions de vie et de travail des acteurs du secteur éducatif. Ces derniers, après avoir longtemps crié leur désarroi, peuvent désormais s'estimer heureux après une lutte acharnée, livrée corps et âme, même si tout ne sera pas rose en même temps.

Selon les informations, le gouvernement envisage de revaloriser les salaires des enseignants de la fonction publique. Cela se fera en fonction de leur catégorie. Pour un enseignant de catégorie A1, détenteur d'une Maîtrise, il débute avec 195.000 francs CFA comme rémunération. Et 10 années après, son salaire connaîtra une augmentation de 70% et de plus de 80% avant la fin de sa carrière. Celui de la catégorie A2 avec niveau Licence, débutera désormais avec 172.160 francs CFA comme salaire. Aussi, il connaîtra une augmentation allant de 79 à 80% en 10 ans et finira sa carrière avec 337.440 FCFA. Pour l'enseignant classé dans la catégorie B, détenteur du Bac, le salaire de base est 123.126 francs CFA avec une augmentation de salaire de 86 à 87% en 10 ans. Il pourra donc finir sa carrière avec 288.407 FCFA



comme rémunération. La catégorie C, celle de l'enseignant détenteur du BEPC, débutera avec 103.090 francs CFA comme salaire de base et avec 185.730 francs CFA à la fin de sa carrière et une augmentation allant de 102% à 114,5%. Pour finir, la catégorie D, celle de l'enseignant titulaire du CEPD, commencera avec 72.237 francs CFA comme rémunération et pourra atteindre 138.349 francs CFA à la fin de sa carrière.

Avec iciLome

Prix Marc-Vivien Foé 2020

Les 11 nommés pour succéder à Nicolas Pépé

Le 29 juin, Radio France Internationale (RFI) et France 24 dévoileront le nom du lauréat du Prix Marc-Vivien Foé qui récompense le meilleur joueur africain du Championnat de France (Ligue 1). Voici les onze candidats à la succession de l'Ivoirien Nicolas Pépé.

Yunis ABDELHAMID (Maroc/Stade de Reims) – Défenseur

Le « Lion de l'Atlas » est un des grands artisans de la 6e place de Reims au classement. À tel point que le Marocain figure dans l'équipe-type de la saison établie par le magazine France Football et a été le défenseur le mieux noté par le journal L'Équipe. Le joueur âgé de 32 ans pourrait enfin découvrir la coupe d'Europe, son club étant aux portes d'une participation à la Ligue Europa.

Denis BOUANGA (Gabon/AS Saint-Etienne) – Attaquant

Arrivé de Nîmes l'été dernier, le Gabonais âgé de 25 ans a eu un peu de mal à s'adapter les premières semaines. Puis il a repris le rythme des saisons passées. Résultat : l'attaquant polyvalent a fini avec 10 buts et 3 passes décisives en 26 matches de Ligue 1. Avec les « Verts », il a encore franchi un palier. Il semble désormais susciter les convoitises de clubs plus huppés.

Andy DELORT (Algérie/Montpellier HSC) – Attaquant

Le champion d'Afrique a poursuivi sur sa lancée, après un été radieux avec la sélection algérienne. Il a certes moins marqué que la saison passée, avec 9 buts en 26 matches contre 14 inscrits en 36 rencontres lors de l'exercice 2018-2019. Mais le buteur âgé de 28 ans semble parfaitement épanoui

dans sa région natale.

Habib DIALLO (Sénégal/FC Metz) – Attaquant

L'ex-pensionnaire de Génération Foot perpétue la tradition des Sénégalais de talent passés par le club messin, de Jules Bocandé à Ismaila Sarr en passant par Papiss Cissé ou Sadio Mané. Après avoir aidé Metz à monter en Ligue 1 en 2019, l'avant-centre âgé de 24 ans a contribué à son maintien en première division, avec 12 buts en 26 matches.

Idrissa GUEYE (Sénégal/Paris SG) – Milieu de terrain

Rarement un joueur à vocation défensive aura été autant attendu dans un club majeur. Même s'il n'est pas un pur milieu défensif, le Sénégalais âgé de 30 ans, recruté l'été dernier à Everton (Angleterre), a comblé un manque criant à ce poste, avec constance, application et ardeur. Au point de vite s'attirer la sympathie des supporters du PSG.

Edouard MENDY (Sénégal/Stade Rennais) – Gardien de but

Les « Lions de la Téranga » sont gâtés. Avec Mendy et Alfred Gomis, ils disposent de deux excellents portiers en Ligue 1. Gomis aurait d'ailleurs pu également figurer dans cette liste s'il ne s'était pas blessé début février. Le gardien du Stade Rennais, lui, a en

tout cas confirmé avec Rennes ses belles prestations des saisons passées à Reims.

M'Baye NIANG (Sénégal/Stade Rennais) – Attaquant

À 25 ans, l'ex-grand espoir du football français n'a certes pas confirmé tout son potentiel. Mais à Rennes, celui qui a opté pour la sélection sénégalaise a démontré qu'il était un attaquant imposant, avec 10 buts notamment. De quoi piquer l'intérêt d'autres clubs, encore ?

Victor OSIMHEN (Nigeria/Lille LOSC) – Attaquant

Le Nigérian sera-t-il le cinquième Lillois sacré meilleur joueur africain de Ligue 1, après Gervinho (2010, 2011), Vincent Enyeama (2014), Sofiane Boufal (2016) et Nicolas Pépé (2019) ? L'avant-centre âgé de 21 ans illustre en tout cas la capacité du LOSC à dénicher des pépites. Avec 13 buts et 4 passes décisives en 27 matches, le « Super Eagle » a plus que répondu aux attentes.

Moses SIMON (Nigeria/FC Nantes) – Milieu de terrain/Attaquant

Prêté par Levante, le Nigérian s'est engagé pour 4 ans avec Nantes où il vient d'être élu joueur de la saison. Ce milieu excentré/ailier virevoltant, âgé de 24 ans, s'est fendu de 5 buts et

5 passes décisives en Ligue 1. Chez les « Canaris », celui qui est déjà passé par les Pays-Bas, la Slovaquie, la Belgique et l'Espagne, pourra peut-être trouver la stabilité qui lui permettra de devenir incontournable chez les « Super Eagles ».

Islam SLIMANI (Algérie/AS Monaco) – Attaquant

On connaissait l'Algérien pour ses buts précieux et ses efforts incessants, au Portugal, en Angleterre et en Turquie. Avec l'ASM, on a découvert sa finesse technique et son sens de la passe décisive (8 pour 9 réalisations). Le champion d'Afrique a formé un beau duo avec Wissam Ben Yedder. Mais, malgré des performances de grande classe, le joueur de 31 ans n'a pas toujours eu la confiance du nouvel entraîneur monégasque, Robert Moreno.

Hamari TRAORÉ (Mali/Stade Rennais) – Défenseur

Les bons arrières latéraux ne courent pas les rues. Alors Rennes va sans doute devoir insister pour conserver le Malien. D'autant qu'à 28 ans et après trois saisons en Bretagne, ce latéral droit plein d'allant aspire à passer un cap. À moins que la perspective de disputer la Ligue des champions ne le pousse à prolonger l'aventure avec les « Rouge et Noir »...

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8%
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de **toux** ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP institut)
Tel 00(228) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail setiftogo@gmail.com Lomé